

EDF : L'«entêtement» de Hollande, Macron et Lévy

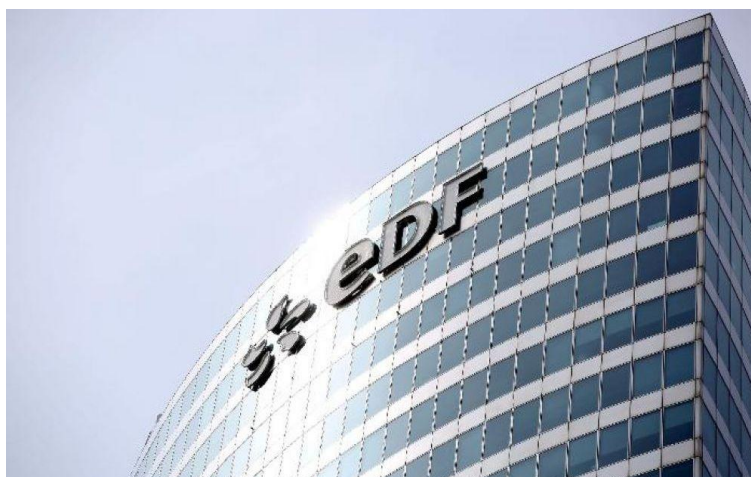


ILLUSTRATION. L'engagement d'EDF dans le projet de centrale nucléaire EPR d'Hinkley Point, au sud ouest de l'Angleterre, devrait être validé ce jeudi 28 juillet par le conseil d'administration de l'énergéticien français.

AFP

Erwan Benezet

EnergiesÉlectricité de FranceHinkley Pointénergie NucléaireEDF

Nouveau coup de tonnerre dans [le dossier Hinkley Point, le projet de centrale nucléaire britannique dans lequel EDF veut s'engager](#). L'un des six administrateurs de l'État qui devait siéger ce jeudi après-midi à 14h30 au conseil d'administration d'EDF, a prévenu de sa démission par un courrier envoyé dans la matinée avenue de Wagram, au siège du groupe.

Le deuxième point de l'ordre du jour de ce conseil d'administration crucial prévoit de statuer sur le fameux [projet de construire deux réacteurs nucléaires de type EPR dans le sud de l'Angleterre](#). Un chantier farouchement combattu par les syndicats, officiellement estimé à 18 milliards de livres (21,5 milliards d'euros), [mais qui selon nos informations \(notre édition du 13 juillet\) pourrait en coûter le double](#).

Cette démission survient quelques mois à peine après une autre démission fracassante, pour les mêmes raisons et qui avait déjà semé le trouble dans la grande maison EDF. Au mois de mars, le directeur financier et numéro deux du groupe [Thomas Piquemal avait en effet lui aussi jeté l'éponge, n'hésitant pas à qualifier le projet Hinkley Point de «suicidaire»](#).

La crainte d'un « abîme de type Areva »

Dans sa lettre de démission de deux pages, que nous reproduisons ci-dessous, l'administrateur Gérard Magnin, 65 ans, qui a intégré le conseil d'administration d'EDF en novembre 2014 sur proposition de l'État, explique par le menu les raisons qui l'ont poussé à prendre cette décision, une première dans l'histoire d'EDF. Il avance notamment la crainte « que la mobilisation des moyens pour ce projet, à grand renfort de cessions d'actifs, ait des conséquences sur la sûreté des réacteurs, en particulier ceux dont la vie sera prolongée (...) ». Et l'expert de lancer cet avertissement glacial : « Espérons qu'Hinkley Point n'entraîne pas EDF dans un abîme de type Areva comme certains le craignent. EDF aurait alors perdu sur tous les tableaux. »

publié par [redacweb6352](#)

La décision de Gérard Magnin est plus qu'un symbole. L'homme est un expert reconnu dans le monde de l'énergie. Il a fondé en 1990 Energy Cities, une association européenne réunissant de nombreuses villes désireuses de lancer leur transition énergétique. Energy Cities représente aujourd'hui 1.000 autorités locales dans plus de 30 pays européens. Cet ingénieur de formation a également été membre en 2013 du Groupe d'experts du Débat national sur la transition énergétique.

« Un risque industriel et financier démesuré pour EDF »

« Je n'aurais jamais pu voter en mon âme et conscience en faveur d'un tel projet, comme le stipule le règlement intérieur du Conseil, nous a-t-il confié. Nous sommes à un moment clé où se joue l'avenir d'EDF. Après ce conseil d'administration, des décisions auront été prises qui engageront l'avenir du groupe pour au moins les trente prochaines années. Or un certain nombre des personnes présentes à ce conseil auront voté avec un fusil dans le dos...»

Et l'expert de citer parmi ces décisions stratégiques l'allongement de la durée de vie des centrales nucléaires à 50 ans (Ndlr : au lieu de 40 aujourd'hui), qui fait suite au report déjà prévu de la date limite du démantèlement des centrales nucléaires de 2040 à 2050 ; une nouvelle proposition de rachat d'Areva NP, la branche spécialisée dans la construction des réacteurs nucléaires ; ainsi que le projet d'Hinkley Point, « un risque industriel et financier démesuré pour EDF ».

L'« entêtement » de Hollande, Macron et Lévy

« Compte tenu de l'évolution actuelle des politiques énergétiques dans le monde, ce projet n'a plus aucun sens, estime Gérard Magnin. EDF n'a pas la capacité de le mener à bien. Ni humaine, ni financière. D'autant que la direction se base sur des perspectives de croissance de consommation électrique qui n'auront jamais lieu. Le renouvelable va progressivement trouver sa place et l'efficacité énergétique fait que les besoins seront moins importants qu'auparavant. Dans ce contexte, combien de temps les Britanniques accepteront-ils de payer un prix de l'électricité produite par Hinkley Point à un tel niveau ? »

Le contrat établi par EDF prévoit en effet de revendre cette électricité 92,5 £ (119 €) le mégawatt/heure, alors que le prix global de l'électricité ne cesse de chuter. « Et pourtant, malgré ces signaux d'alarme rouges vifs, conclut Gérard Magnin, le président de la République François Hollande, son ministre de l'Économie Emmanuel Macron, comme le président d'EDF Jean-Bernard Lévy, s'entêtent à lancer le projet. Quitte à aller droit dans le mur. »

leparisien.fr

Sur le même sujet

[> Hinkley Point : le CCE d'EDF refuse de se prononcer](#)

[> Nucléaire : le projet d'EPR d'Hinkley Point devrait être approuvé](#)

[> Hinkley Point : tout repose sur le réacteur EPR de Flamanville](#)